

Disclosures related to this or other Acts

42. (1) A health information custodian may disclose personal health information about an individual,

- (a) for the purpose of determining, assessing or confirming capacity under the *Health Care Consent Act, 1996*, the *Substitute Decisions Act, 1992* or this Act;
- (b) to a College within the meaning of the *Regulated Health Professions Act, 1991* for the purpose of the administration or enforcement of the *Drug and Pharmacies Regulation Act*, the *Regulated Health Professions Act, 1991* or an Act named in Schedule 1 to that Act;
- (c) to the Board of Regents continued under the *Drug-less Practitioners Act* for the purpose of the administration or enforcement of that Act;
- (d) to the Ontario College of Social Workers and Social Service Workers for the purpose of the administration or enforcement of the *Social Work and Social Service Work Act, 1998*;
- (e) to the Public Guardian and Trustee, the Children's Lawyer, a children's aid society, a Residential Placement Advisory Committee established under subsection 34 (2) of the *Child and Family Services Act* or the Registrar of Adoption Information appointed under subsection 163 (1) of that Act so that they can carry out their statutory functions;
- (f) in the circumstances described in clause 42 (c), (g) or (n) of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* or clause 32 (c), (g) or (l) of the *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act*, if the custodian is subject to either of those Acts;
- (g) subject to the requirements and restrictions, if any, that are prescribed, to a person carrying out an inspection, investigation or similar procedure that is authorized by a warrant or under an Act of Ontario or Canada for the purpose of complying with the warrant or that Act;
- (h) subject to the requirements and restrictions, if any, that are prescribed, if permitted or required by or under any other Act or an Act of Canada or a treaty, agreement or arrangement made under any of those Acts.

Divulguation relative à la présente loi ou à d'autres lois

42. (1) Un dépositaire de renseignements sur la santé peut divulguer des renseignements personnels sur la santé concernant un particulier :

- a) pour déterminer, évaluer ou confirmer la capacité de quelqu'un en application de la *Loi de 1996 sur le consentement aux soins de santé*, de la *Loi de 1992 sur la prise de décisions au nom d'autrui* ou de la présente loi;
- b) à un ordre au sens de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées*, pour l'application ou l'exécution de la *Loi sur la réglementation des médicaments et des pharmacies*, de la *Loi de 1991 sur les professions de la santé réglementées* ou d'une loi mentionnée à l'annexe 1 de cette dernière loi;
- c) au bureau des administrateurs maintenu en application de la *Loi sur les praticiens ne prescrivant pas de médicaments*, pour l'application ou l'exécution de cette loi;
- d) à l'Ordre des travailleurs sociaux et des techniciens en travail social de l'Ontario, pour l'application ou l'exécution de la *Loi de 1998 sur le travail social et les techniques de travail social*;
- e) au Tuteur et curateur public, à l'avocat des enfants, à une société d'aide à l'enfance, à un comité consultatif sur les placements en établissement constitué en vertu du paragraphe 34 (2) de la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille* ou au registraire des renseignements sur les adoptions nommé en vertu du paragraphe 163 (1) de cette loi, pour leur permettre d'exercer les fonctions que leur attribue la loi;
- f) dans les circonstances visées à l'alinéa 42 c), g) ou n) de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* ou à l'alinéa 32 c), g) ou l) de la *Loi sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée*, si le dépositaire est assujéti à l'une ou l'autre loi;
- g) sous réserve des exigences et des restrictions, le cas échéant, qui sont prescrites, à une personne qui effectue une inspection ou une enquête ou qui exerce une activité semblable autorisée par un mandat ou par une loi de l'Ontario ou du Canada afin de se conformer à ce mandat ou à cette loi;
- h) sous réserve des exigences et des restrictions, le cas échéant, qui sont prescrites, si la divulgation est autorisée ou exigée par une autre loi, par une loi du Canada ou par un traité, un accord ou un arrangement conclu en vertu d'une telle loi, ou qu'elle est autorisée ou exigée en application de celle-ci.